



REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité – Fraternité

Département de l'Hérault

Commune de BAILLARGUES

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

N° DLM2018-100 - Séance du 11 décembre 2018

ACTES

3. Domaine et patrimoine

3.6 Autres actes de gestion du domaine privé

Nombre des membres			Vote	
Membres en exercice	Présents	Qui a pris part aux votes	Pour	22
28	23	22	Contre	0
			Abstention	0

L'an 2018, , le 11 décembre à 19 heures le conseil municipal de la commune de BAILLARGUES s'est réuni à la salle Jean Jaurès, sous la présidence de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Maire, en session ordinaire. Les convocations individuelles et l'ordre du jour ont été transmis par écrit aux membres du conseil municipal le 05 décembre 2018. La convocation et l'ordre du jour ont été affichés à la porte de la mairie le 05 décembre 2018.

Etaient présents : MEISSONNIER Jean-Luc, SOULIER Alain, BASSO Béatrice, GAUTIER Sandrine, KASZUBA Christophe, MONIN Séverine, CONTENSEAU Carole, RIBEIRO David, MAZOLLIER Elisabeth, SUAY Régine, AMALVY Marie-Thérèse, RODENAS François, VANGREVELYNGHE Patricia, PARTY Philippe, DESTAILLATS Aline, MARTINEZ Mickaël, JODAR Mélissa, DE LA CLERGERIE Jean-Luc, DUCAMP Ludovic, CORDEAU Damien, VIDAL Stéphane, MICHEL Yves.

Pouvoirs de : DURIX Olivier pour MEISSONNIER Jean-Luc.

Absents : PERRIER Thierry, PEETERS Fabien, SIMAR Morgan, FOUREL Sylvain, RAMORA Anna.

Secrétaire de séance : Ludovic DUCAMP

N° DLM2018-100 – AUTORISATION DE VOTE DONNÉE AU MAIRE DANS LE CADRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE DES COPROPRIÉTAIRES DE L'IMMEUBLE SITUÉ 34 RUE DE LA RÉPUBLIQUE ET 2A RUE DE LA POSTE À BAILLARGUES

Monsieur David RIBEIRO, Adjoint au Maire délégué à l'urbanisme et travaux rapporte que l'immeuble sis 34 rue de la République et 2A rue de la Poste (parcelle AH 174) à Baillargues, est régi par le statut de la copropriété. A l'issue d'une procédure de préemption, par acte notarié en date du 29 novembre 1993, la commune est devenue propriétaire de deux lots de cet immeuble, qui appartenaient alors à la société CODISUD.

Dans le cadre de la vente d'un autre lot de cet immeuble entre deux personnes privées, la commune est donc sollicitée en qualité de copropriétaire, pour prendre part au vote d'une assemblée générale extraordinaire. Le bien qui fait l'objet de cette vente n'est donc pas la propriété de la Ville.

Celle-ci est néanmoins l'occasion de modifier, conformément aux travaux réalisés par le copropriétaire vendeur (et préalablement autorisés par permis de construire du 04 octobre 1993 modifié en 2002), l'état descriptif de l'immeuble par la création d'un lot n°4. En 1993, la société CODISUD, qui était alors seul autre copropriétaire de l'immeuble, avait donné son accord pour la réalisation de ces travaux et avait donc entériné de fait, la création d'un nouveau lot. Ce lot représentant 496/1496ème des quotes-parts de parties communes générales et des charges, il est aujourd'hui nécessaire de procéder à sa cession par le syndic aux propriétaires.

La commune n'ayant pas manifesté par le passé de souhait de s'opposer à ces travaux, et, dans la mesure où ce lot ne présente aucun intérêt public, et où enfin sa cession n'a pas pour conséquence d'entraver la jouissance du bien communal, la Ville n'a pas d'intérêt à s'opposer à cette transaction. Monsieur Christophe KASZUBA n'a pas pris part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Autoriser le principe de la participation de la commune à cette assemblée générale extraordinaire,
- Autoriser Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, autoriser Monsieur Alain SOULIER, premier adjoint, à voter pour la commune, l'ensemble des points présentés lors de cette assemblée générale extraordinaire,
- Autoriser Monsieur le Maire à signer tous les actes relatifs à cette affaire.

Le Conseil Municipal ouï l'exposé de Monsieur David RIBEIRO et après en avoir délibéré à l'unanimité, **AUTORISE** le principe de la participation de la commune à cette assemblée générale extraordinaire, **AUTORISE** Monsieur le Maire ou en cas d'empêchement, autoriser Monsieur Alain SOULIER, premier adjoint, à voter pour la commune, l'ensemble des points présentés lors de cette assemblée générale extraordinaire et **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Monsieur Christophe KASZUBA n'a pas pris part au vote.

Pour extrait conforme,
Le 11 décembre 2018,

Le Maire,
Jean-Luc MEISSONNIER



Acte rendu exécutoire compte tenu :

- de sa réception en Préfecture
- de l'Hérault le |
- de sa publication le |

La présente délibération peut, si elle est contestée dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de son affichage ou de sa notification aux intéressés, faire l'objet d'un recours contentieux pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de MONTPELLIER.

Envoyé en préfecture le 13/12/2018

Reçu en préfecture le 13/12/2018

Affiché le



ID : 034-213400229-20181213-DLM2018_100-DE

